

Mon école va craquer

Actualités > Syndicales > Mobilisations

 07.01.22

 4 min de lecture

Comme prévu, la situation épidémique atteint des sommets de contamination. Le ministre de l'éducation, lui, continue de faire le choix de maintenir les écoles ouvertes « quoi qu'il en coûte ». Il allège les mesures protectrices, notamment sur les fermetures de classe et l'isolement des élèves, désorganisant totalement l'école, mettant les personnels, les élèves et leur famille en danger et les enseignant·es en souffrance professionnelle. Le SNUipp-FSU considère que la situation n'est plus tenable et appelle les personnels à se mettre en grève le 13 janvier. Il propose aux autres organisations syndicales de s'y joindre.

Des mesures inconséquentes

Au 5 janvier, la France dénombrait 332.252 nouveaux cas en 24h. Malgré une contagiosité accrue du variant Omicron, en particulier chez les 6-10 ans, et la fermeture de 9 200 classes et 47 453 cas confirmés d'élèves le 6 janvier, le Ministre ne prend pas la mesure de la situation et se félicite de garder les écoles ouvertes coûte que coûte. Faisant des paris risqués pour la santé, il allège les mesures de tests et d'isolement. Pourtant « sur le plan purement scientifique, il est demandé de faire un PCR ou un test antigénique à J0, ce qui est souvent inutile car le délai d'incubation est autour de cinq jours [...] le test à J6 n'a pas été gardé alors que c'est celui qui est le plus significatif » explique Michaël Rochoy, médecin et membre du collectif « du côté de la science ».

Autre exemple du déni de réalité, l'approvisionnement en autotests gratuits en pharmacie n'a pas été anticipé, entraînant une pénurie qui les rend peu voire pas accessibles. Si l'annonce par le premier ministre de la fourniture de masques chirurgicaux aux personnels répond à la demande récurrente du SNUipp-FSU, elle reste à concrétiser rapidement puisque c'est maintenant que les écoles en ont besoin. La nécessité d'une fourniture également en masques FFP2 reste prégnante notamment pour les enseignant·es de maternelle et les AESH très proches des élèves. Et que dire des mensonges de Jean-Michel Blanquer sur la prétendue faible contamination des enseignant·es, sur l'équipement soit disant généralisé en capteurs de CO2 ou sur les masques FFP2 « réservés au soignant·es ».

Du côté des personnels, tous les records de contamination sont battus depuis la rentrée. Ainsi 5 631 contaminations ont été recensées par le ministère en 3 jours, un nombre bien supérieur au pic de l'an dernier atteint début avril avec 2 771 contaminations mais sur 7 jours... Ces chiffres témoignent d'une mise en danger réelle des personnels de l'Education nationale.

Des écoles au bord de l'implosion

Les règles plus souples de cette rentrée, conjuguées au variant pour l'instant le plus contagieux que l'on connaisse, entraînent des absences désordonnées des élèves et des équipes éducatives (PE, AESH, ATSEM, personnels du périscolaire), qui impactent l'école dans son ensemble. Les enseignant·es, les directeurs et directrices, subissent ainsi un nouvel alourdissement des tâches et de leurs charges mentales : vérification des attestations sur l'honneur des parents, suivi logistique des isolements, tout en veillant à une forme de continuité scolaire...

Les injonctions contradictoires de dernière minute obligent à des ajustements permanents et épuisants. Le tout sous la pression sociale intense due à l'absence de règles permettant aux parents de garder leurs enfants à domicile sans

perte de salaire. Le 6 janvier au soir, après la réunion au ministère, c'est ainsi un nouvel allégement du protocole des 3 tests qui est acté et toujours pas de prise en compte du nécessaire isolement des cas contacts intrafamiliaux de moins de 12 ans.

C'est juste plus possible !

Le ministre se vante de maintenir les écoles ouvertes pour habiller son choix politique de faire de l'école une garderie, pour permettre aux parents d'aller travailler, au mépris de la santé des personnels, de celle des enfants, de leurs familles. Et en réponse à l'engagement des enseignantes et enseignants, à la limite de l'épuisement, le président de la République conditionnerait une potentielle augmentation salariale à une augmentation de leur temps de travail ! Ce mépris est insupportable alors que les personnels portent l'école à bout de bras depuis deux ans.

Il est urgent de revoir les règles de fonctionnement avec le retour à la règle protectrice "1 cas positif = fermeture de la classe", l'isolement des cas contacts intra-familiaux, une politique de tests préventifs hebdomadaires salivaires systématiques avec une campagne de conviction à mener auprès des familles. Dès maintenant les personnels doivent être équipés de masques chirurgicaux, et FFP2 pour ceux qui le souhaitent, des auto-tests doivent leur être fournis et les salles de classe et de restauration équipées en capteur de CO2. Il faut enfin élargir le vivier de remplaçant·es pour pallier les absences en abondant et recrutant les listes complémentaires ainsi qu'en recrutant des titulaires via un collectif budgétaire.

- * **Par ses propos et ses actes, Jean Michel Blanquer a perdu toute légitimité comme ministre de l'Education nationale. Le SNUipp-FSU appelle les personnels à participer massivement à la grève du 13 janvier prochain pour faire cesser le mépris et les mensonges et porter les conditions d'une école secure sous Omicron. Il propose à toutes les organisations syndicales de l'éducation de se joindre à cette journée pour la sécurité sanitaire de nos écoles et le nécessaire recrutement de personnels.**

[S'abonner à la newsletter](#)

[Adhérer au SNUipp](#)



© 2018 SNUIPP - SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DES INSTITUTEURS, PROFESSEURS DES
ÉCOLES ET PEGC, AFFILIÉ À LA FSU
[PLAN DU SITE](#) - [MENTIONS LÉGALES](#)

